



## La lente agonie de la justice britannique

Par [John Pilger](#)

Mondialisation.ca, 13 août 2021

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Mercredi, j'étais assis dans la Cour 4 de la Royal Courts of Justice de Londres avec Stella Moris, la partenaire de Julian Assange. Je connais Stella depuis aussi longtemps que je connais Julian. Elle aussi est une voix de la liberté, issue d'une famille qui a combattu le fascisme de l'Apartheid. Aujourd'hui, son nom a été prononcé au tribunal par un avocat et un juge, des personnages qui, sans la puissance de leurs privilèges, seraient insignifiants.

L'avocate, Clair Dobbin, est à la solde du régime de Washington, d'abord celui de Trump puis celui de Biden. Elle est la tueuse à gages de l'Amérique. Sa cible est Julian Assange, qui n'a commis aucun crime et a rendu un service public historique en révélant les actions criminelles et les secrets sur lesquels les gouvernements, surtout ceux qui se prétendent démocratiques, fondent leur autorité.

Pour ceux qui l'auraient oublié, WikiLeaks, dont Assange est le fondateur et l'éditeur, a révélé les secrets et les mensonges qui ont conduit à l'invasion de l'Irak, de la Syrie et du Yémen, le rôle meurtrier du Pentagone dans des dizaines de pays, le plan de la catastrophe de 20 ans en Afghanistan, les tentatives de Washington de renverser des gouvernements élus, comme celui du Venezuela, la collusion entre des politiciens officiellement adversaires (Bush et Obama) pour étouffer une enquête sur la torture et la campagne Vault 7 de la CIA qui a transformé votre téléphone portable, voire votre téléviseur, en un espion à domicile.

WikiLeaks a publié près d'un million de documents en provenance de Russie, ce qui a permis à des citoyens russes de défendre leurs droits. Il a révélé que le gouvernement australien avait collaboré avec les États-Unis contre son propre citoyen, Assange. Il a identifié les politiciens australiens qui ont été « informateurs » pour les États-Unis. Il a établi le lien entre la Fondation Clinton et la montée du djihadisme dans les États du Golfe armés par les Américains.

À propos de Ceux qui nous entraînent dans des Guerres

Il y a plus : WikiLeaks a révélé la campagne américaine visant à supprimer les salaires dans les pays où l'on exploite des ateliers clandestins comme Haïti, la campagne de torture de l'Inde au Cachemire, l'entente secrète du gouvernement britannique visant à protéger les « intérêts américains » dans le cadre de son enquête officielle sur l'Irak et le plan du ministère britannique des Affaires étrangères visant à créer une fausse « zone de protection marine » dans l'océan Indien pour priver les habitants de l'île de Chagos de leur droit de retour.

En d'autres termes, WikiLeaks nous a donné de vraies informations sur ceux qui nous gouvernent et nous entraînent dans la guerre, et non pas les informations préétablies et

répétitives qui emplissent les journaux et les écrans de télévision. C'est du vrai journalisme ; et pour le crime de vrai journalisme, Assange a passé la majeure partie de la dernière décennie dans une forme d'incarcération ou une autre, dont la prison de Belmarsh, un endroit horrible.

Atteint du syndrome d'Asperger, il est un visionnaire doux et intellectuel, animé par sa conviction qu'une démocratie n'est pas une démocratie si elle n'est pas transparente et ne répond pas de ses actes.

Mercredi, les États-Unis ont demandé à la Haute Cour britannique d'approuver l'élargissement de leur appel contre la décision prise en janvier [2020] par un juge de district, Vanessa Baraitser, d'interdire l'extradition d'Assange. Mme Baraitser a accepté les preuves profondément troublantes de plusieurs experts selon lesquelles Assange courrait un grand risque s'il était incarcéré dans le tristement célèbre système carcéral des États-Unis.

Le professeur Michael Kopelman, une autorité mondiale en matière de neuropsychiatrie, avait déclaré qu'Assange trouverait le moyen de se suicider – le résultat direct de ce que le professeur Nils Melzer, rapporteur des Nations Unies sur la torture, a décrit comme le « lynchage » insensé d'Assange par des gouvernements – et leurs relais médiatiques.

Ceux d'entre nous qui étaient présents à l'Old Bailey en septembre dernier pour entendre le témoignage de Kopelman ont été choqués et émus. J'étais assis à côté du père de Julian, John Shipton, qui avait la tête entre les mains. On a également raconté à la cour la découverte d'une lame de rasoir dans la cellule de Julian à Belmarsh, les appels désespérés qu'il avait passés aux Samaritains, les notes qu'il avait écrites et bien d'autres choses encore qui nous ont remplis de tristesse.

En regardant l'avocat principal de Washington, James Lewis – un homme issu du milieu militaire qui emploie une formule théâtrale et croustillante de « *aha !* » avec les témoins de la défense – réduire ces faits à de la « simulation » et à la diffamation des témoins, en particulier de Kopelman, nous avons été encouragés par la réponse révélatrice de Kopelman, qui a déclaré que les attaques de Lewis étaient « *un peu forts de café* », car Lewis lui-même avait cherché à faire appel à l'expertise de Kopelman dans une autre affaire.

Aucune contradiction

L'acolyte de Lewis est Clair Dobbin, et mercredi était son jour. C'est à elle que revenait la tâche d'achever de salir le professeur Kopelman. Un Américain ayant une certaine autorité était assis derrière elle au tribunal.

Mme Dobbin a déclaré que Kopelman avait « induit en erreur » la juge Baraister en septembre, car il n'avait pas révélé que Julian Assange et Stella Moris étaient partenaires, et que leurs deux jeunes enfants, Gabriel et Max, avaient été conçus pendant la période où Assange s'était réfugié à l'ambassade d'Équateur à Londres.

L'idée était que cela atténuait en quelque sorte le diagnostic médical de Kopelman : Julian, enfermé à l'isolement dans la prison de Belmarsh et menacé d'extradition vers les États-Unis pour de fausses accusations d'« espionnage », souffrait d'une grave dépression psychotique et prévoyait, s'il ne l'avait pas déjà tenté, de se donner la mort.

Pour sa part, la juge Baraitser n'a vu aucune contradiction. La nature exacte de la relation

entre Stella et Julian lui avait été expliquée en mars 2020, et le professeur Kopelman y avait fait pleinement référence dans son rapport en août 2020. La juge et le tribunal étaient donc au courant de tout avant l'audience principale d'extradition de septembre dernier. Dans son jugement en janvier, Baraitser a écrit :

« [Le professeur Kopelman] a évalué M. Assange pendant la période de mai à décembre 2019 et était le mieux placé pour étudier de première main ses symptômes. Il a pris grand soin de fournir un compte rendu informé des antécédents et de l'histoire psychiatrique de M. Assange. Il a accordé une attention particulière aux notes médicales de la prison et a fourni un résumé détaillé annexé à son rapport de décembre. C'est un clinicien expérimenté et il était bien conscient de la possibilité d'exagération et de simulation. Je n'avais aucune raison de douter de son avis clinique ».

Elle a ajouté qu'elle n'avait « pas été trompée » par l'exclusion dans le premier rapport de Kopelman de la relation Stella-Julian et qu'elle comprenait que Kopelman protégeait la vie privée de Stella et de ses deux jeunes enfants.

En fait, et je ne le sais que trop bien, la sécurité de la famille était constamment menacée, au point qu'un agent de sécurité de l'ambassade a avoué qu'on lui avait demandé de voler l'une des couches du bébé pour qu'une société sous contrat avec la CIA puisse analyser son ADN. Stella et ses enfants ont fait l'objet d'un flot de menaces non divulguées.

Un fraudeur comme témoin

Pour les États-Unis et leurs auxiliaires juridiques de Londres, porter atteinte à la crédibilité d'un expert renommé en suggérant qu'il a dissimulé cette information était un moyen, pensaient-ils sans doute, de sauver leur dossier en lambeaux contre Assange. En juin, le journal islandais Stundin a rapporté qu'un témoin clé de l'accusation contre Assange avait admis avoir inventé son témoignage. La seule accusation de « piratage » que les Américains espéraient porter contre Assange s'ils parvenaient à mettre la main sur lui dépendait de cette source et de ce témoin, Sigurdur Thordarson, un informateur du FBI.

Thordarson avait travaillé comme bénévole pour WikiLeaks en Islande entre 2010 et 2011. En 2011, alors que plusieurs accusations criminelles étaient portées contre lui, il a contacté le FBI et proposé de devenir un informateur en échange de l'immunité de toute poursuite. Il est apparu qu'il était un fraudeur reconnu coupable d'avoir détourné 55 000 dollars de WikiLeaks, et a purgé deux ans de prison. En 2015, il a été condamné à trois ans de prison pour des délits sexuels sur des adolescents. Le Washington Post a décrit la crédibilité de Thordarson comme le « cœur » de la procédure contre Assange.

Mercredi, le Lord Chief Justice Holroyde n'a fait aucune mention de ce témoin. Il s'est dit préoccupé par le fait qu'il était « concevable » que la juge Baraitser ait accordé trop de poids au témoignage du professeur Kopelman, un homme respecté dans son domaine. Il a déclaré qu'il était « très inhabituel » qu'une cour d'appel reconsidère le témoignage d'un expert accepté par une juridiction inférieure, mais il a convenu avec Mme Dobbin qu'il était « trompeur », même s'il a reconnu la « réaction humaine compréhensible » de Kopelman pour protéger la vie privée de Stella et des enfants.

Si vous arrivez à démêler les arcanes de cette logique, vous avez une meilleure compréhension que moi qui ai suivi cette affaire depuis le début. Il est clair que Kopelman

n'a trompé personne. La juge Baraitser – dont l'hostilité envers Assange était palpable dans le tribunal – a dit qu'elle n'avait pas été induite en erreur, que ce n'était pas un problème et que cela n'avait pas d'importance. Alors pourquoi le juge en chef Holroyde s'est-il livré à cette contorsion pseudo-juridique sournoise et renvoyé Julian dans sa cellule et ses cauchemars ? Il y attend maintenant la décision finale de la Haute Cour en octobre – pour Julian Assange, une décision de vie ou de mort.

Au pays de la Magna Carta

Et pourquoi Holroyde a-t-il renvoyé du tribunal une Stella tremblant d'angoisse ? Pourquoi ce cas est-il « inhabituel » ? Pourquoi a-t-il lancé une bouée de sauvetage à la bande de voyous du ministère de la Justice des Etats-Unis – qui ont eu leur grande chance sous Trump, après avoir été rejetés par Obama – alors que leur affaire pourrie et corrompue contre un journaliste de principe était en train de sombrer aussi sûrement que le Titanic ?

Cela ne signifie pas nécessairement qu'en octobre, l'ensemble des juges de la Haute Cour ordonnera l'extradition de Julian. Dans les hautes sphères de la maçonnerie qu'est le système judiciaire britannique, il y a encore, si j'ai bien compris, ceux qui croient au vrai droit et à la vraie justice, dont l'expression « justice britannique » tire sa réputation sanctifiée au pays de la Magna Carta. C'est désormais sur leurs épaules herminées que repose la pérennité ou la disparition de cette réputation.

Je me tenais assis avec Stella dans la galerie du tribunal pendant qu'elle rédigeait les mots à dire à la foule des médias et des sympathisants à l'extérieur. Clair Dobbin est arrivée au pas de course, bien habillée, la queue de cheval au vent, portant son carton de dossiers : une femme bourrée de certitudes, qui a dit que Julian Assange n'était pas « malade au point d'envisager le suicide ». Comment le saurait-elle ?

Mme Dobbin s'est-elle frayée un chemin dans le labyrinthe médiéval de Belmarsh pour s'asseoir avec Julian dans son uniforme jaune, comme l'ont fait les professeurs Koppelman et Melzer, et Stella, et moi ? Peu importe. Les Américains ont maintenant « promis » de ne pas le jeter dans un enfer, tout comme ils ont « promis » de ne pas torturer Chelsea Manning, tout comme ils ont promis,,,

Et a-t-elle lu la publication par WikiLeaks d'un document du Pentagone daté du 15 mars 2009 ? Ce document annonçait la guerre actuelle contre le journalisme. Selon ce document, les services de renseignements américains avaient l'intention de détruire le « centre de gravité » de WikiLeaks et de Julian Assange par des menaces et des « poursuites pénales ». Lisez les 32 pages et vous n'aurez aucun doute sur le fait que l'objectif était de réduire au silence et de criminaliser le journalisme indépendant, et la méthode était de le salir.

J'ai essayé de capter le regard de Mme Dobbin, mais elle était déjà partie : mission accomplie.

Dehors, Stella s'efforçait de contenir son émotion. C'est une femme courageuse, et son compagnon est un exemple de courage. « *Ce qui n'a pas été discuté aujourd'hui, a déclaré Stella, c'est la raison pour laquelle j'ai craint pour ma sécurité, pour celle de nos enfants et pour la vie de Julian. Les menaces et intimidations constantes que nous avons endurées pendant des années, qui nous ont terrorisés et qui ont terrorisé Julian pendant 10 ans. Nous avons le droit de vivre, nous avons le droit d'exister et nous avons le droit que ce cauchemar prenne fin une bonne fois pour toutes.* »

Article original en anglais :



### [A Day in the Death of British Justice](#)

Traduction par Viktor Dedaj pour [Le Grand Soir](#)

John Pilger est un journaliste et cinéaste australo-britannique basé à Londres. Le site Web de Pilger est : [www.johnpilger.com](http://www.johnpilger.com). En 2017, la British Library a annoncé la création d'une archive John Pilger regroupant toutes ses œuvres écrites et filmées. Le British Film Institute a classé son film de 1979, « Year Zero : the Silent Death of Cambodia », parmi les 10 documentaires les plus importants du 20e siècle.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [John Pilger](#), Mondialisation.ca, 2021

---

Articles Par : [John Pilger](#)

#### A propos :

John Pilger is an award-winning journalist and filmmaker whose articles and documentaries have been published worldwide. For more information on John Pilger, visit his website at [www.johnpilger.com](http://www.johnpilger.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)